



NSD-S Hub

NATO STRATEGIC DIRECTION SOUTH

Août 14, 2019

NSD-S Hub Webinar

«NEXUS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE»



NSD-S Hub, Via Madonna del Pantano, Lago Patria - Italy 80014

www.TheSouthernHub.org

Le NSDS HUB a été créé au sein du commandement de la force interarmées alliée à Naples afin d'améliorer la prise de conscience et la compréhension par l'OTAN des opportunités et des défis du Sud, tout en contribuant à la coordination générale des activités et des efforts de l'OTAN. Les produits NSDS HUB sont développés avec des informations provenant d'organisations gouvernementales, non gouvernementales, internationales, d'institutions universitaires, de médias et d'organisations militaires. Les produits et les articles du NSDS HUB provenant des sources libres ne représentent pas nécessairement les opinions, les points de vue ou les positions officielles d'une autre organisation.

TABLE DES MATIERES

ACRONYMES.....	3
SOMMAIRE	Error! Bookmark not defined.
INTRODUCTION	5
L'ANALYSE DU DIALOGUE VIA WEBINAIRE.....	6
RECHERCHE.....	Error! Bookmark not defined.
BIBLIOGRAPHIE.....	Error! Bookmark not defined.

ACRONYMES

AU	African Union
AUDA	African Union Development Agency
DRC	Democratic Republic of Congo
FAO	Food and Agriculture Organization
IDP	Internally Displaced People
IO	International Organizations
NEPAD	New Partnership for Africa's Development
NGOs	Non-Governmental Organization
NSD-S	NATO Strategic Direction– South HUB
RECs	Regional Economic Communities (of AU)
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
TSI	Three Stones International
UNCTAD	UN Conference on Trade and Development
UNDP	Development Program
WFP	World Food Program

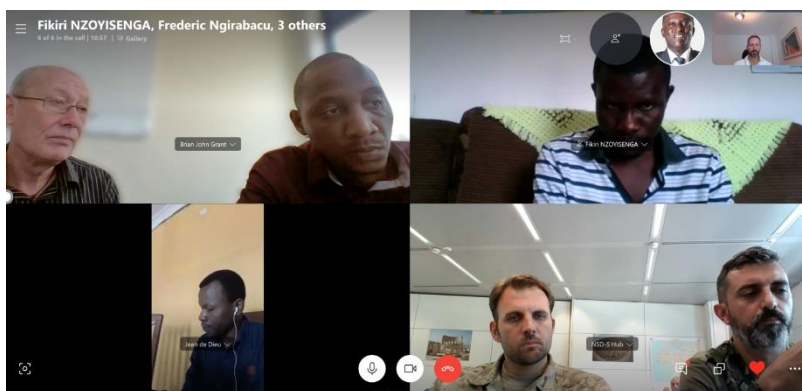
SOMMAIRE

Le Développement et la sécurité sont inextricablement liés. Un monde plus sûr n'est possible qu'à condition que les pays pauvres aient une chance réelle de se développer. Les peuples des pays riches seront plus en sécurité si leurs gouvernements soutiennent les pays pauvres. (Kofi Annan, Rapport de la comité du haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, du Secrétaire général - ONU 2004)

Le développement et la sécurité sont couramment divisés sur la scène internationale. Néanmoins, dans un monde de plus en plus interconnecté et complexe, il est désormais évident que la sécurité et le développement sont étroitement liés, en particulier dans les pays en voie de développement et les États instables. Les questions de sécurité peuvent avoir des racines socio-économiques, notamment des conflits liés aux ressources naturelles, des problèmes environnementaux et des catastrophes naturelles, des inégalités économiques et sociales et des migrations. En même temps, les problèmes économiques et le sous-développement peuvent être aggravés par des problèmes de sécurité, créant un cercle vicieux où les États fragiles et la pauvreté rendent les solutions difficiles. Ces problèmes nécessitent une approche à long terme.

Le 2 juillet 2019, la direction stratégique de l'OTAN - South Hub (NSD-S) et Three Stones International ont organisé un webinaire intitulé «Nexus pour le développement et la sécurité en Afrique», présentant les perspectives diverses de plus de 15 pays africains participants. Les contributions des participants étaient sincères, authentiques et spontanées. En outre, une vidéoconférence a été organisée avec le Hub NSD-S et des participants de la République du Congo, du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda.

L'objectif principal du webinaire était de mieux comprendre le lien entre le développement et la sécurité en Afrique. Les perceptions et les contributions ont été analysées afin d'identifier les domaines où l'OTAN pourrait avoir un impact positif.



Points Clés:

- Le développement et la sécurité doivent être centrés sur les personnes. Le développement n'est pas possible sans l'autonomisation de la communauté et la sécurité des personnes doit être fortement prise en considération.
- Aborder les économies locales du marché noir au sein des secteurs informels en les légalisant pour avoir un meilleur impact sur le développement. Cela nécessite des réglementations supplémentaires, d'éducation, de compétences et d'accès aux finances.
- Réglementer les actions des acteurs externes travaillant en Afrique.
- Les organisations internationales peuvent aider l'UA à promouvoir le leadership et la responsabilité vis-à-vis de la population, ce qui peut contribuer à établir les bases du développement.
- Les nouvelles initiatives de sécurité, au niveau régional, peuvent être positives si elles créent un environnement de développement propice. Il en va de même pour les dépenses de l'État. S'ils se concentrent sur les personnes, ils apporteront un développement économique et humain. Sinon, il y a un risque que cela ne fasse que renforcer les régimes corrompus.

INTRODUCTION

Le lien entre le développement et l'amélioration de la sécurité est crucial en Afrique: la pauvreté extrême, la corruption endémique et les inégalités économiques sont juxtaposées à la fragilité politique, à une gouvernance inefficace et à l'instabilité institutionnelle. Cela fait des pays africains un terrain fertile pour l'insécurité, les conflits et les activités criminelles touchant la croissance économique, impactant la stabilisation et la sécurité. La stabilisation et l'amélioration de la sécurité facilitent le développement économique des pays en voie de développement.

Il y a un renforcement réciproque entre ces deux processus. Mais, on ne sait pas vraiment lequel des deux a le plus d'influence sur l'autre, ni quand et ni comment. Il est évident, par exemple, que des éléments sociopolitiques tels que l'efficacité de la gouvernance et l'autonomisation sociale sont importants. Parallèlement, la violence politique, le crime organisé, les groupes terroristes non étatiques et les conflits constituent la source fondamentale d'insécurité ainsi qu'une limite à la croissance économique.

L'Afrique est en train d'accélérer les transitions politiques, économiques, démographiques et technologiques même si la gouvernance et les institutions ne sont pas en mesure de gérer les stratégies rapides et efficaces. Par conséquent, le continent a besoin d'une stratégie globale, intégré et durable pour faire face à ces transitions, aux niveaux national et régional, et avec le soutien essentiel d'acteurs externes, y compris l'OTAN. La première stratégie devrait se concentrer sur le lien développement-sécurité, permettant aux agences civiles et militaires de mieux coopérer pour mettre en œuvre un plan à long terme pour la croissance et la stabilité.

L'ANALYSE DU DIALOGUE VIA WEBINAIRE

La sécurité humaine, basée sur les besoins des individus, est-elle une nouvelle approche pour renforcer le lien entre sécurité et développement? Les approches de sécurité traditionnelles sont-elles encore pertinentes vis à vis les défis du développement?

Il y avait un consensus sur la compatibilité entre sécurité humaine et sécurité nationale; ils doivent bien s'équilibrer si les pays veulent aborder le lien développement / sécurité.

La sécurité humaine est l'élément clé des problèmes de sécurité nationale relative aux personnes déplacées, aux réfugiés, aux catastrophes naturelles, etc. Les approches traditionnelles traitent souvent des conflits violents en cours plutôt que de se concentrer sur la prévention ou la reconstruction et la consolidation de la paix après un conflit. Ceci est d'autant plus crucial puisque les conflits africains passe de conflits locaux et civils à des problèmes transnationaux mondiaux tels que les groupes terroristes (par exemple : l'État islamique d'Afrique de l'Ouest de, communément appelée Boko Haram).

Les participants ont souligné que les appareils de sécurité devraient être plus axés sur la sécurité humaine. Les forces de sécurité nationales, par exemple, pourraient aider la sécurité humaine à étendre son mandat et les organisations internationales de sécurité et de défense pourraient plaider et militer en faveur de la sécurité humaine. Etant donné que la société se transforme en continuation, il est important que de nouvelles approches de sécurité fondées sur la technologie et adaptées sur le plan démographique soient développées

Le problème est que les personnes qui vivent dans la pauvreté sont désespérées et donc influencées par ceux qui leur promettent une vie meilleure en échange de l'engagement. Par conséquent, améliorer le développement de ces zones et de ces communautés est essentiel et moins coûteux que de les défendre des groupes armés ou des criminels. Il vaut mieux investir dans le développement que dans la guerre contre des groupes qui cherchent à déstabiliser les pays. (Frédéric, expert en finance et entrepreneur Rwandais - participant webinaire)

Les économies de marché noir profitent au développement des zones locales

De l'avis général, les économies de marché noir apportent parfois un soutien temporaire aux économies locales. Mais à long terme, ils ne bénéficient pas au développement. Au contraire, ils renforcent le sous-développement, privent les individus de leur pouvoir, détruisent les économies locales, menacent le tissu social et aggravent la sécurité d'une communauté et d'un pays entier (comme dans le cas des réseaux criminels transnationaux).

Certains participants ont déclaré que les économies de marché noir pouvaient être utiles à court terme, localement. Par exemple, ils opèrent en période de crise et de pénurie de biens pour aider la population, et disparaissent une fois que l'État a pris en charge les services de la population. Certains participants au dialogue ont déclaré que, pour passer d'un développement à court terme à un développement à long terme, les économies de marché noir devraient

« Il existe trois grands domaines stratégiques qui relient la sécurité et le développement en Afrique. Le premier problème est la question des droits territoriaux, car de nombreux conflits peuvent leur être attribués. Il existe un décalage entre les politiques de développement et le traitement des causes du sous-développement et de la sécurité, en particulier en ce qui concerne la cohérence dans la gestion des droits territoriaux et leur sécurisation pour les communautés locales. La seconde est d'aborder ce lien dans le contexte de l'intégration africaine. Il n'existe pas de cadre politique transnational permettant de traiter avec souplesse les griefs politiques au niveau local, qui sont enracinés dans des injustices politiques et économiques. La troisième question est le commerce, qui est essentiel pour résoudre certaines incohérences de ce lien. Nous constatons de plus en plus un environnement dans lequel le commerce est utilisé comme un outil politique pour régler les griefs internationaux et où l'absence de cadre international africain pour l'arbitrage des différends commerciaux constitue également un problème. » (William, expert en commerce, ougandais - participant webinaire)

passer au secteur informel. Et puis, avec une réglementation moins stricte des activités des entreprises et des taxes, les marchés noirs devraient passer à une économie formelle. Le souci était que s'ils ne se tournaient pas vers l'économie formelle, ils pourraient devenir des sources d'insécurité.

Un participant a écrit: « Dans les économies où le gouvernement est corrompu et les taxes mal utilisées, les zones locales pourraient se développer avec la situation économique du marché noir. Les acteurs non étatiques pourraient même dialoguer avec le gouvernement pour créer une « économie hybride » et favoriser un contrôle économique limité de la part du gouvernement. Un certain pourcentage des revenus économiques (taxe noire) pourraient être versés au gouvernement. Une conséquence négative est que ces acteurs non étatiques peuvent

devenir trop puissants et indépendants. Cela peut mener à l'insécurité et même à des guerres ».

Des acteurs externes ont contribué au développement et à la sécurité en Afrique

Les participants ont généralement convenu que, si les acteurs externes contribuaient au développement et à la sécurité en Afrique, en vérité, ils le faisaient plus pour le sous-développement et l'insécurité de l'Afrique. Cependant, la responsabilité incombe également aux dirigeants africains corrompus. Les termes et les conditions des projets de développement devraient être mieux négociés, planifiés et mis en œuvre, afin d'être inclusifs et économiquement attrayant aux acteurs externes et des investisseurs.

Plusieurs participants ont souligné le problème des dictatures africaines ou de la corruption de dirigeants élus qui concluent des accords dans l'intérêt des régimes plutôt que dans celui du peuple.

*Le premier problème est la corruption en Afrique. La mauvaise gestion des ressources crée beaucoup de problèmes pour le développement et crée également des menaces pour la sécurité. Beaucoup de dirigeants cherchent à rester au pouvoir; bien souvent, ils ne sont pas traduits en justice. Dans la République Démocratique du Congo, plus de 75% des personnes vivent dans l'extrême pauvreté, sans accès aux services ni à des emplois, ce qui les rend vulnérables à la manipulation par des personnes au pouvoir. **Beaucoup de choses peuvent être faites en matière de justice en réponse aux abus de pouvoir et à la corruption.** (Alingwi, activiste social, RDC - participant webinaire)*

Avec la concurrence des grandes puissances, il existe un risque de lutte de pouvoir vers l'Afrique et de crise d'endettement envers la Chine. Les organisations internationales, telles que l'UE, l'ONU, le PAM ou les organisations régionales comme l'UA, pourraient avoir un impact plus positif, non seulement sur le développement, mais sur la sécurité aussi.

Des exemples ont été donnés de pays où des acteurs externes, des secteurs public et privé, encouragent l'insécurité pour accéder facilement aux ressources naturelles dans la République centrafricaine, en RDC et au Sud-Soudan. Le Rwanda a été mentionné comme un cas positif, qui a bénéficié d'acteurs externes car ils correspondaient aux priorités gouvernementales. En outre, la présence des troupes de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique, ainsi que les programmes et les activités d'institutions spécialisées des Nations Unies telles que le PAM, ont contribué à la sécurité et à la stabilité des communautés.

Des nouvelles initiatives en matière de sécurité peuvent résoudre efficacement les problèmes de développement liés à la pauvreté et aux disparités en Afrique

Les communautés sont frustrées par les inégalités, une partie des sociétés s'enrichit et d'autres s'appauvrissent. C'est une source de conflit. De plus, lorsque les gens ne peuvent pas accéder aux services de base, comme les soins de santé et l'éducation, cela peut les pousser à se rebeller contre le gouvernement, comme nous avons déjà vu dans l'histoire du Burundi. Le Burundi lutte avec le leadership, beaucoup sont des rebelles formels et ils n'ont aucune formation scolaire pour gérer un pays. Gouverner un pays sortant d'une guerre n'est pas facile. Nous devons former des leaders dans tous les aspects de la gouvernance. (Fikiri, avocat burundais des droits de l'homme - participant webinaire)

Les participants ont convenu que la promotion de nouvelles initiatives en matière de sécurité, au niveau régional, peut réduire les risques de conflit et de violence, en créant un environnement propice au développement. Un participant a donné comme exemple le soutien de l'OTAN à l'UA et au G5 Sahel dans le cadre de son programme « Priority Investment Program ».

Certains contributeurs ont souligné l'importance de la sécurité humaine: « Les

nouvelles initiatives en matière de sécurité visant à autonomiser la population en luttant contre les inégalités sont les meilleures pratiques pour assurer la paix et le développement. Les initiatives qui créent des emplois créent un environnement propice à la prospérité des entreprises. Permettant aux jeunes d'avoir accès à des établissements d'éducation et de formation les empêcheraient de s'engager dans des activités qui visent à créer insécurité et instabilité ».

L'utilisation de structures locales dans les pays frontaliers pourrait éliminer les menaces à la sécurité qui entravent la circulation des personnes, des biens et des services, renforçant ainsi le commerce. Certains participants ont souligné que les nouvelles initiatives en matière de sécurité devraient prendre en compte le contexte de la population, c'est-à-dire être basé sur la sécurité humaine et la résolution des problèmes de développement.

Les gouvernements africains ont accordé la priorité aux dépenses pour avoir un impact positif sur le développement

Il y a eu consensus sur le fait que les dépenses publiques n'équivalent pas toujours au développement. Même si les dépenses ont été efficaces (et souvent ce n'est pas le cas à cause de régimes corrompus), elles ne sont pas suffisantes pour le développement car la croissance économique est souvent

La priorité de les dépenses pour moi est l'organisation pour la gestion des ressources du pays d'abord, encourager et faciliter les femmes comme les hommes qui ont des projets à les réaliser avec les micro credit, et encadrer la jeunesse par l'éducation car les jeunes doivent être conscient que l'avenir de leur pays est entre leurs mains et pas d'abandonner le pays pour le "rêve Européen" (a participant from Rwanda)

TRANSLATION: The priorities in the expenses for me are to organize for the management of the country's resources, to encourage women and men who have projects to achieve them with micro credit, and to mentor youth through education because young people must be aware that the future of their country is in their hands and not to abandon the country for the "European dream"

déséquilibré et les dépenses en infrastructures n'aboutissent pas au développement. Un participant a cité l'exemple de la République Démocratique de Congo, où une grande partie des dépenses du gouvernement rentrent dans des actions populistes et ne répondent qu'aux urgences et pas à un plan à long terme pour améliorer la vie des citoyens.

La majorité des participants ont déclaré que les gouvernements africains ont besoin de dépenses plus efficaces dans les services sociaux, soutenant les communautés et les secteurs privés. Outre les dépenses, ils doivent investir dans les réformes économiques, la bonne gouvernance, la transparence et l'intégration économique.

Le développement doit partir comme une évolution de mentalité plus qu'une mesure des dépenses. Un participant: « J'ai remarqué que certains pays ne souffrent pas de manque de construction. Mais le développement n'est pas uniquement lié aux infrastructures, le développement doit commencer comme une réflexion et un comportement. »

RECHERCHE

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE PEUT-ELLE MENER À UNE SÉCURITÉ ACCRUE?

Les communautés qui manquent d'opportunités économiques souffrent une répartition inégale des biens, une protection sociale et des services de base insuffisants et sont plus sujettes à l'instabilité sociale. Elle peut être aggravée par la délocalisation, la radicalisation, la participation à des organisations criminelles ou d'une rébellion politique et des manifestations pour manque d'emplois et d'opportunités économiques (comme fut le cas du printemps arabe).

Les tendances économiques actuelles de l'Afrique sont caractérisées par une croissance économique élevée, un dividende démographique croissant et des transitions vers des marchés plus ouverts et des sociétés démocratiques. Cela pourrait suggérer une amélioration de l'environnement de sécurité, mais en vérité, la relation n'est pas aussi directe et causale.

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique devrait croître de 3,8% en 2019, ce qui représente une nette amélioration par rapport au taux de croissance régional de 2,6% de l'an dernier. Si on exclut les plus grandes économies du continent (l'Angola, le Nigéria et l'Afrique du Sud), qui croissent collectivement à une moyenne de 2,5%, le taux de croissance global de la région serait de 5,7%. Selon Foresight Africa, environ la moitié des économies à la croissance la plus rapide au monde se trouvent en Afrique, 20 économies devant croître de 5% ou plus au cours des cinq prochaines années. Une bonne gouvernance et la transparence auront également un impact sur les performances économiques de la région. Mais même avec l'amélioration du taux de croissance, la Banque Africaine de Développement estime qu'il reste un déficit de financement de 68 à 108 milliards de dollars nécessaires aux besoins d'infrastructures de l'Afrique, qui devrait être de l'ordre de 130 à 170 milliards de dollars par an, et prévoit une croissance

continue des projets de financement en 2019. Les prêts des institutions de financement du développement jouent un rôle crucial dans le financement de projets à travers l'Afrique subsaharienne, en particulier dans le secteur des infrastructures. Les projets d'énergie seront également un facteur clé pour le financement de projets sur le continent. Aujourd'hui, environ 600 millions de personnes en Afrique n'ont pas accès à l'électricité. Cette pénurie d'électricité sur le continent coïncide avec un intérêt et des investissements croissants pour les sources d'énergie renouvelables, on s'attend donc à voir davantage de projets d'énergie renouvelable sur le continent en 2019. Néanmoins, toutes ces transitions économiques n'apporteront pas nécessairement plus de sécurité.

L'extrême pauvreté dans la région continue d'augmenter. Les prévisions indiquent que d'ici 2030, neuf sur dix personnes extrêmement pauvres vivront en Afrique subsaharienne. Des exemples d'obstacles économiques et de défis de sécurité auxquels l'Afrique sera confrontée au cours de ce siècle comprennent: les conflits et les transitions politiques qui bloquent le développement économique; les pandémies qui augmentent les risques pour la sécurité sanitaire (comme l'Ebola en RDC); le changement climatique et les catastrophes naturelles accroissent la vulnérabilité de la population, la rareté des ressources et la crise économique, les inégalités entre les sexes entravent l'intégration économique et la croissance, les nouveaux besoins énergétiques créent des problèmes de sécurité énergétique (la région diffère de l'Afrique du Nord en termes de richesse pétrolière), et enfin les mouvements intra-étatiques de personnes (réfugiés, déplacés internes et migrants) mettent l'accent sur la capacité des États à y faire face.

La croissance économique positive est limitée sans sécurité et stabilité; la croissance économique peut augmenter les dépenses militaires et de sécurité, mais cela ne correspond pas nécessairement à plus de sécurité. Le SIPRI¹ remarque que les dépenses militaires inefficaces et inutiles peuvent entraîner des conséquences économiques et sociales qui compromettent la stabilité régionale en Afrique.

Les dépenses militaires peuvent avoir un impact économique positif au départ, c'est-à-dire des emplois pour les troupes, des investissements dans les infrastructures, la vente d'équipements, etc. cependant, les données montrent que l'augmentation des dépenses militaires a des effets négatifs sur la croissance économique d'un pays. Chatman House remarque qu'il existe des liens entre «les économies de conflit en Irak, en Libye et en Syrie et leurs armées, les milices et les autres groupes armés».

Les dépenses militaires dans les pays pauvres signifient également renoncer à d'autres priorités telles que les biens sociaux, les infrastructures publiques, etc. La plupart des pays d'Afrique subsaharienne investisse plus en dépenses militaires que pour prévenir la faim ou la maladie.

¹ SIPRI, "Military expenditure transparency in Sub-Saharan Africa, Policy Paper n. 48, November 2018.

Les statistiques du “Guns and Butter” montrent le suivant : si une nation choisit de se concentrer sur les dépenses militaires, la seule façon de répondre à ses besoins de production intérieure est d'augmenter la production, ce qui est malheureusement difficile en Afrique.

La croissance économique nécessite un développement durable, avec une répartition équitable et inclusive des ressources, pour représenter un véritable soutien aux nouvelles opportunités pour les communautés et les sociétés en Afrique et pour sécuriser un environnement plus sûr.

UNE SÉCURITÉ AMÉLIORÉE PEUT-ELLE MENER À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE?

Le sous-développement économique facilite l'insécurité et l'insécurité limite les possibilités de croissance économique. L'un des facteurs de propagation de l'extrémisme violent et des conflits est le manque d'opportunités économiques (outre les problèmes politiques, sociaux), mais l'inverse est également vrai: des environnements dangereux et précaires rendent le développement économique plus difficile. La plupart des États les plus pauvres du monde ont connu des conflits violents au cours des dernières décennies.

Les conflits sont souvent associés au sous-développement et à la régression économique: un récent rapport a remarqué que les guerres civiles en Afrique coûtaient en moyenne 64 milliards de dollars par an, tandis que les conflits armés auraient coûté à l'Afrique 284 milliards de dollars entre 1990 et 2005.

Les activités terroristes, en plus d'entraver les investissements économiques externes et locaux, détruisent le tissu social des sociétés et des communautés, freinent le secteur des entreprises et entravent le développement et la croissance. Le terrorisme perturbe l'industrie du tourisme pour plusieurs économies africaines (récemment en Tunisie et en Égypte par exemple).

Les conflits et les guerres intra-étatiques entraînent une baisse du produit national brut, une récession et un déficit budgétaire drastique. Une réduction rapide des importations et des exportations peut être suivie d'une hyperinflation et du chômage. Au niveau méso-économique, la présence de conflits déplace l'économie vers des biens non marchands sous forme de subsistance, créant une économie basée sur la production de marchandises interdites, comme les drogues et les armes. Enfin, au niveau microéconomique, les conflits peuvent être responsables d'une baisse de l'épargne et des investissements nationaux, et par conséquent peuvent avoir un impact sur tous les secteurs économiques, ce qui pourrait entraîner de nouveaux problèmes tels que la malnutrition, les maladies et la famine.

Les organisations criminelles empêchent la réalisation de presque un quart des objectifs de développement des Nations Unies, selon l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée. Le commerce illicite des biens, des drogues, de l'argent, des humains, de la propriété intellectuelle et des ressources naturelles limite le développement, affaiblit et

menace les sociétés juridiques et réduit la sécurité publique, sapant les agences de sécurité officielles. Le renforcement de la sécurité peut fortifier le développement économique des pays africains. Mais, le renforcement de la sécurité doit passer par de meilleurs processus de gouvernance et de stabilité pour soutenir la croissance économique.

Un domaine essentiel où la sécurité et le développement sont fortement interdépendants est celui de la résolution et de la transformation des conflits: les activités de pacification dans les pays sortant d'un conflit doivent considérer le lien entre développement et sécurité, trouver les solutions pour le démantèlement des économies de guerre et les systèmes de conflit, pour les remplacer par des «économies de paix».

Un autre domaine crucial est la sécurité énergétique. Le potentiel de l'Afrique est limité par le manque d'accès à une énergie fiable et abordable. Comme le Moyen-Orient, l'Afrique affronte des menaces aux infrastructures énergétiques et aux ressources naturelles. Les récentes attaques au Moyen-Orient et dans le golfe d'Oman montrent des tendances qui pourraient être étendues au continent africain. La chambre africaine de l'énergie a récemment fait appel aux gouvernements africains et les compagnies pétrolières afin qu'ils protègent mieux la sécurité des infrastructures énergétiques en Afrique.

La stabilité et la sécurité ont eu des effets positifs sur la gouvernance et le développement économique, comme dans le cas des États Baltes. Il n'est pas surprenant que l'article 2 du Traité de l'Atlantique Nord stipule que les membres «chercheront à éliminer les conflits dans leurs politiques économiques internationales et encourageront la collaboration économique». Avec une bonne gouvernance, la sécurité peut conduire à un meilleur développement économique, une intégration et une égalité efficaces, et peut créer ainsi un cycle vertueux dans lequel les deux processus se renforcent mutuellement.

RÔLE DE LA GOUVERNANCE DOMESTIQUE ET DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE

Alors que l'Afrique renforce son développement, la croissance économique et les transformations politiques peuvent être limitées par une gouvernance inefficace, l'exclusion économique et la corruption endémique. Tout cela rend les États incapables de fournir des services de base à la population. Il faudrait remédier les faiblesses institutionnelles des États et le manque de coordination régionale des pays pour permettre le lien entre développement et sécurité.

La Banque africaine de développement, dans sa stratégie décennale, a proposé une approche qui serait dirigée par les pays africains mais qui se repose sur des partenariats régionaux. Dans sa récente stratégie quinquennale, «Lutter contre l'instabilité et renforcer la résilience en Afrique, 2014-2019», la Banque a proposé d'aider les pays dans leur lutte contre l'instabilité et à renforcer la résilience au niveau national ainsi qu'au niveau régional. En particulier «Renforcer

les capacités de l'État et soutenir des institutions efficaces», la banque a déclaré que «l'établissement de la sécurité et de la justice est une condition préalable au progrès dans tous les autres domaines».

L'UA travaille également sur le nexus entre le développement et la sécurité de ses pays, en particulier au niveau régional, avec huit communautés économiques régionales (CER) qui jouent un rôle de plus en plus important en Afrique, étant impliquées dans la coordination des intérêts des États au niveau du développement économique, de paix et de sécurité. La récente 12e réunion consultative annuelle ONU-UA-CER / MR (Mécanismes régionaux) en mars 2018, a souligné l'importance de la collaboration entre les États pour relever les défis de la paix, de la sécurité et du développement et pour atteindre les objectifs du programme de développement durable 2030 des Nations Unies (qui "soulignent les défis particuliers auxquels sont confrontés les pays les plus vulnérables et, en particulier, les pays africains") et l'Agenda 2063 de l'UA (dont la première priorité est "une Afrique prospère, basée sur une croissance inclusive et un développement durable"). En 2011, l'UA a lancé le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), qui est en train de transformer les efforts de «l'Agence de développement de l'Union africaine» (AUDA). Ibrahim Mayaki, directeur général de l'AUDA-NEPAD, a récemment déclaré: «Le mandat de l'AUDA nous permettra de mobiliser de ressources et apportera cohérence et interaction entre l'Afrique, l'Union africaine et les partenaires en voie de développement.»

L'UA a récemment proposé l'Accord continental africain de Libre-échange; signé par 52 des 55 États membres de l'UA (seuls le Nigeria, le Bénin et l'Érythrée n'ont pas signé l'accord) avec un marché potentiel d'une valeur de 2,5 billions de dollars. Il s'agit d'une étape importante pour le développement économique du continent.

Selon certains chercheurs, les responsables politiques africains devraient accélérer l'intégration régionale et se concentrer sur les problèmes nationaux, comme combler les lacunes en matière de compétences professionnelles et d'infrastructures technologiques. Ils devraient aussi réglementer les grandes données numériques que l'Afrique produira, calculant tous les conséquences des possibilités et des défis (comme l'autonomisation des jeunes ou les problèmes de sécurité informatique). Certains chercheurs proposent des mécanismes urgents et innovants de financement pour soutenir les petites et moyennes entreprises, car l'Afrique devrait créer plus de 130 millions d'emplois pour atteindre le plein emploi d'ici 2020 et bien d'autres dans les décennies à venir. Le Forum économique mondial considère que l'avenir du développement africain réside dans les villes; l'Afrique s'urbanise plus rapidement que n'importe quel autre part du monde, il est donc nécessaire d'utiliser les avantages économiques des intermédiaires, ou secondaire, villes et pas seulement des méga conglomérats.

Le G5 Sahel est un bon exemple de l'importance du lien entre la sécurité et le développement à travers la coopération régionale, le renforcement des capacités de sécurité régionale et de la coordination de projets de développement dans un large éventail de secteurs avec le programme d'investissement prioritaire. Néanmoins, comme le soutient une récente publication ACT OPEN, la tendance des acteurs internationaux envers le G5 Sahel «à négliger les questions de développement et de gouvernance - en d'autres termes, à ignorer la composante développement/sécurité-développement » sape les perspectives de stabilité politique et alimente l'insécurité régionale.

Compte tenu de la difficulté des transitions économiques et institutionnelles en Afrique, le rôle des acteurs extérieurs sera également essentiel pour l'avenir du continent.

RÔLE DES ACTEURS EXTÉRNES

Les pays africains se sont engagés à mettre en œuvre à la fois l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable et l'Agenda 2063 de l'UA, un plan pour construire une Afrique plus prospère. Les deux auront besoin du soutien d'acteurs, pas seulement pour l'aide économique et humanitaire, mais aussi pour élaborer les perspectives économiques et les stratégies de durabilité.

Entre 2017 et 2018, la Banque Mondiale (BM) a doublé les ressources des pays à faible revenu touchés par les conflits et les violences à plus de 14 milliards de dollars. Les priorités de la Banque mondiale pour l'Afrique sont cruciales, étant donné la corrélation complexe relative au développement économique d'un continent comme l'Afrique. Ces priorités vont de l'autonomisation des femmes et des filles à l'accélération de l'économie technologique; des questions de changement climatique à la facilitation de l'intégration régionale; de la maximisation du financement à la lutte contre les conflits et la violence.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement est une autre organisation importante, avec un programme spécifique pour l'Afrique, veillant à ce que ses investissements portent sur six domaines intégrés principaux: la pauvreté, la gouvernance, la résilience, l'environnement, l'énergie et l'égalité des sexes

La Banque européenne d'investissement a des programmes spécifiques au sud de la Méditerranée et pour l'Afrique subsaharienne, soutenant le secteur privé, créant un environnement propice aux investissements et finançant les infrastructures locales. Depuis 2007, l'UE a élargi ses programmes en Afrique, avec le «Partenariat Afrique-UE» comprenant un programme de paix et de sécurité, la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, et un programme de développement, le Programme panafricain.

Récemment, l'UE a annoncé qu'elle accorderait 40 milliards d'euros de subventions de 2021 à 2027, sur la base du «Plan Marshall pour l'Afrique» lancé en 2017 par l'Allemagne. Depuis 2011, l'UE a élaboré une stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel. Au début, la stratégie ne concernait que le Mali, la Mauritanie et le Niger, mais trois ans plus tard, l'UE l'a étendue au Burkina Faso et au Tchad. La stratégie comporte actuellement quatre types d'actions: (1) développement, bonne gouvernance et résolution des conflits internes, (2) politique et diplomatie, (3) la sécurité et l'état de droit, et 4) la lutte contre l'extrémisme violent. Néanmoins, une publication récente de l'IAI, l'UE, et d'autres acteurs internationaux, souligne la nécessité d'appliquer des interventions de développement plus durables, locales et à long terme pour lutter efficacement contre les causes profondes de l'insécurité et du sous-développement.

L'autonomisation locale et le soutien des acteurs externes à la société civile doivent avoir l'accès au crédit et aux microcrédits fondamentaux à la croissance communautaire, en particulier avec l'accès des femmes au crédit. Selon la Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale, en Afrique, les femmes détiennent environ 48% de toutes les entreprises, mais elles ont rarement accès au financement, c'est pourquoi l'une des priorités de la Banque mondiale est «Viser vers les femmes».

Un autre élément fondamental de l'autonomisation économique locale est le soutien au secteur agricole pour le développement rural, en particulier la production et la création d'emplois. Des entités internationales comme la FAO essaient de créer des emplois dans les communautés rurales et pas seulement dans les villes ou à l'étranger.

On remarque une influence croissante des acteurs transnationaux non étatiques et la résurgence de la concurrence géostratégique entre les grandes puissances. Ceux-ci, en particulier, pourraient se «rivaliser pour l'Afrique». Cela représente opportunité pour l'Afrique, surtout si l'Afrique réussit à négocier des bons accords. Par exemple, la Chine a lancé une initiative et par conséquent, 10 000 entreprises chinoises opèrent en Afrique actuellement. Il y a des spéculations considérables sur la manière dont cela affectera la crise de la dette de l'Afrique envers la Chine. Une meilleure négociation des politiques régionales et continentales pourrait aider à équilibrer ces accords.

L'OTAN pourrait jouer un rôle important, pas seulement en facilitant et en soutenant le processus de la sécurité sur le continent, mais en renforçant aussi sa collaboration avec les organisations internationales, en particulier l'UE et l'ONU, afin de soutenir indirectement leur travail de développement économique pour le continent.

BIBLIOGRAPHIE

African Development Bank, Five Years Strategy, “Addressing Fragility and Building Resilience in Africa, 2014 – 2019”, 2015

Brookings Institution, “Foresight Africa. Top Priorities for the Continent in 2019, Africa Growth Initiative”, January 2019

Council of the European Union, “Council Conclusions on a European Union Strategy for Security and Development in the Sahel”, 3076th Foreign Affairs Council Meeting, Brussels, 21 March 2011

Friends of Europe, “Development and Security. Investing in people, peace and prosperity. Friends of Europe’s Development Policy Forum”, September 2017

NATO ACT, “Understanding the G5: governance, development and security in the Sahel”, Volume 3, OPEN Publications, Number 2, Spring 2019.

SIPRI/ Stockholm International Peace Research Institute, “Military expenditure transparency in Sub-Saharan Africa, Policy Paper n. 48, November 2018

IAI/Istituto Affari Internazionali, “The Security–Migration–Development Nexus Revised: A Perspective from the Sahel”, Bernardo Venturi, ed., 2017